

Constantinos Simitis

Από: Pierre-Jean VERRANDO [redacted]]

Αποστολή: Τρίτη, 22 Μαρτίου 2011 6:34 μμ

Προς:

Θέμα: Conclusions Shadow Council 22.03.2011

Συνημμένα: Shadow_European_Council_22032011.pdf

Dear Sir/Madam,

Please find enclosed the conclusions of the first Shadow European Council,

Best regards,

Pierre-Jean Verrando

The Spinelli Group

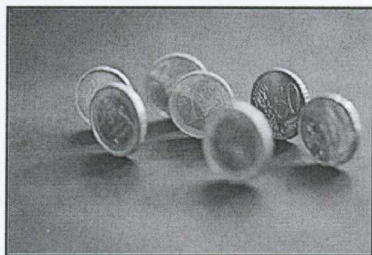
[\[sign the manifesto\]](#) [\[website\]](#) [\[twitter\]](#) [\[facebook\]](#)

investment p.3

Gouvernance économique : un plan d'action européen pour l'avenir

Posted by [admin](#) in [News](#) | [Positions du Spinelli](#)

Conclusions du Conseil européen « fantôme ». Bruxelles 22 mars 2011.



Le principe qui sous-tend le groupe Spinelli est de s'opposer à la tendance actuelle de recourir de plus en plus à la méthode intergouvernementale dans le processus de décision de l'Union européenne. Cette méthode n'est rien de plus qu'un marchandage entre intérêts nationaux. Nous croyons que la seule et véritable voie pour avancer passe par la prise de décision fondée sur l'intérêt commun de l'Union européenne et de ses citoyens.

Le Conseil européen fantôme du groupe Spinelli conclut que le Pacte pour l'Euro ne va pas assez loin et arrive trop tard. Les chefs de gouvernement manquent d'une vision globale, leurs décisions sont marquées par le court terme avec des solutions limitées. Nous croyons qu'une approche globale, complète et à long terme est nécessaire. Nous avons ainsi proposé un Plan d'Action comme une réponse globale à la crise de la dette souveraine comme à la crise économique et financière auxquelles l'Union est confrontée depuis les deux dernières années.

1. Pour que l'Union européenne sorte renforcée de la crise et soit à même d'affronter les défis à venir, trois actions majeures et reliées entre elles sont requises. À long terme, un programme très ambitieux pour l'infrastructure, la recherche et des investissements écologiques à travers l'Union. À court terme, un nouveau cadre législatif exhaustif, un « Federal act » pour la convergence et la gouvernance économique l'Union européenne », qui devra être proposée par la Commission et adoptée à la procédure législative ordinaire. Cette loi fédérale devrait inclure aussi les six propositions actuelles ainsi que le Pacte pour l'Euro. Et immédiatement, l'assainissement du secteur bancaire. Ces trois éléments constituent un véritable Plan d'Action pour résoudre la crise actuelle en brisant le modèle actuel de la crise tout en plaçant l'Union sur la voie d'un meilleur avenir durable.

Un Plan d'Action européen pour l'avenir.

2. L'Europe doit non-seulement équilibrer les budgets et assurer la discipline budgétaire, mais aussi, en même temps, assurer des investissements et la croissance. Comme le budget de l'UE est limité et les budgets nationaux sont en difficulté, un plan d'investissement très ambitieux doit être lancé par l'émission de « Project bonds » européens. Nous proposons un programme d'investissement sur dix ans de quatre milliards d'euros assuré à la fois par le privé et le public.

3. Un tel investissement au niveau européen offre d'énormes économies d'échelle le financement conjoint prévoit la fin des doubles emplois et la consolidation de l'investissement avec une réelle valeur ajoutée au niveau européen. Écouter

Lire phonétiquement

Ces investissements permettront la modernisation et la transformation écologique de l'économie européenne. Ils devront inclure l'éducation, les liaisons de transport (rail, route ou l'eau), les infrastructures énergétiques (réseaux intelligents, réseaux à large bande) ainsi que la recherche de grande envergure et des projets scientifiques, tels que Galileo.

4. Si le budget de l'UE se doit de devenir un instrument crédible pour l'effort de stabilisation des finances de l'Europe tout en stimulant l'économie, la réforme à venir du cadre financier pluriannuel de l'Union européenne et de son système de revenus doit être radicale. Ceci nécessite la mise en place d'un système de véritables ressources propres au lieu de contributions nationales des États membres. Comme proposé par la Commission, ces ressources pourraient par exemple inclure une TVA européenne, une taxe européenne sur le carbone ou un impôt sur les transactions financières

5. Nous demandons la convocation d'une conférence de type « Convention » sur le financement futur de l'Union. Cette conférence doit inclure des représentants des trois Institutions européennes ainsi que les parlementaires nationaux.

Une loi fédérale pour la gouvernance économique

6. L'échec des efforts antérieurs à la reprise économique démontrent que la méthode intergouvernementale par lequel les États surveillent et de contrôlent le processus ne fonctionne pas. La gouvernance économique crédible a besoin d'une Commission européenne véritablement proactive à la place du conducteur avec une capacité et une détermination totale pour définir les objectifs, faire des propositions, entraîner des engagements et assurer un monitoring des développements. Pour ce faire, la Commission doit être en mesure d'imposer des mesures correctives et d'imposer des sanctions. Cette loi fédérale doit évidemment être contrôlée démocratiquement par le Parlement européen avec l'étroite collaboration de la Banque centrale européenne, indépendamment responsable de la stabilité, enfin un large débat citoyen doit être conduit au niveau national et européen.

Ce texte est traduit de l'Anglais, seule la version originale fait foi